



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du 27 AOÛT 2025
portant modification du phasage de la carrière de granite située lieu-dit *Bois de l'Ebès* sur
le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 autorisant l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de granite au lieu-dit *Bois de l'Ebès* par la société SARL Les Carrières de l'Arthuzié sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée à la SARL GRANITARN CARRIERES ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance concernant la modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 29 janvier 2025 en préfecture du Tarn et complété le 7 juillet 2025 ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 9 juillet 2025 ;
- Vu** le courriel adressé le 15 juillet 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** la réponse courriel de l'exploitant le 17 juillet 2025 ;

Considérant que le principe de remise en état est inchangé et que le site reste à usage de renaturation ;

Considérant que le périmètre d'extraction est réduit passant de 4,35 ha à 1,56 h et permettant ainsi la préservation d'une grande partie boisée à l'Ouest du site ;

Considérant que la cote minimale d'extraction reste inchangée ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant que la modification du phasage n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres ;

Arrête

Article 1 : Aménagement préliminaire

Les dispositions de l'**article AP 7** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article AP 7 :

« Avant toute reprise de l'exploitation, l'exploitant procède à une étude écologique. Cette étude est transmise sans délai à l'inspection des installations classées ».

Article 2 : Suivi environnemental

Les dispositions de l'**article DP 4** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article DP 4 :

Deux analyses annuelles, une en période hivernale (forte pluviométrie) et une en période estivale (faible pluviométrie), sont réalisées par un laboratoire agréé au niveau du ruisseau du Lézertou en amont et en aval de la carrière. Les paramètres analysés sont : le pH, les MEST, la conductivité et les hydrocarbures totaux. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Article 3 : Exploitation

Les dispositions de l'**article CE 7** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Article CE 7 :

Le plan d'exploitation respecte les points suivants :

- *La phase 4 permet l'extraction de la partie située à l'Est du site ; Cette zone est composée de trois fronts à une cote respective de 536, 530 et 524 m NGF. Les fronts ainsi créés progressent vers le sud.*
- *Durant la phase 5, l'exploitation progresse vers l'Ouest.*
- *L'exploitation est entreprise en deux phases conformément au plan annexé au présent arrêté.*
- *Les fronts ont une hauteur maximale de 6 mètres et les banquettes ont une largeur minimale de 6 mètres ».*

Article 4 : Remise en état

Les dispositions de l'**article CE 8** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« CE 8 :

La remise en état est effectué conformément au plan annexé au présent arrêté. Elle consiste à :

- au comblement partiel de la fosse à l'aide des stériles jusqu'à une cote moyenne de 520 m NGF ;
- la plantation de chênes pédonculés et de hêtres sur les talus ;
- préserver la continuité du fond plat en lien avec le fond plat de la vallée du Lézertou. Un semis d'espèces prairiales à dominante de fétuque est réalisé sur cet espace. Les reboisements et plantations sont effectués en accord avec les services de l'État en charge des forêts et/ou une association de reboisement du Tarn.

Le réaménagement est coordonné à l'exploitation. Les travaux de réaménagement débutent dès le commencement de la phase 5 d'exploitation par la remise en état de la phase 4.

Elle est effectuée sans apport de matériaux externes, seuls les stériles sont utilisés.

L'usage futur est un usage de renaturation ».

Article 5 : Vibrations

Les dispositions de l'article **AE 5** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **AE 5** suivantes :

« Des mesures de vibration et du niveau de pression acoustique de crête sont réalisées en 2 points au niveau des habitations les plus proches : la résidence secondaire située au sud de l'exploitation et le hameau de Peyrous situé au Nord du site à chaque tir de mine réalisé. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».

Article 6 : Bruit

Les dispositions de l'article **PN 17** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **PN 17** suivantes :

« L'exploitant fait procéder à un contrôle des niveaux sonores résultant de son activité dès la reprise de l'activité puis à une fréquence annuelle. Ces contrôles sont effectués conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ».

Article 7 : Garanties financières

Les dispositions de l'article **GF 1** de l'arrêté préfectoral du 25 mai 2010 susvisé sont remplacées par les dispositions **GF 1** suivantes :

« GF 1 : Montant des garanties financières

Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer la remise en état correspondant à ladite période.

Le montant des garanties financières mentionné ci-après est indexé sur l'indice TP 01 – base 2010 du mois d'avril 2025 : 131,4

Ce montant est de :

Période	Montant (en €)
Phase 4 (2025 - 2030)	59 292,00 €
Phase 5 (2030-2035)	68 984 €

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite ».

Article 8 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1°) par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- 2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour y être consultée par toute personne intéressée.

Article 10 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société GRANITARN CARRIERES.

Fait à Albi, le 27 AOUT 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres


Laurent GANDRA-MORENO

PHASE 4 ET 5



- | | | |
|--|----------------------|-------------------------------|
| Emprise de la carrière autorisée | Piste d'exploitation | Zone de protection écologique |
| Limite de la zone exploitable | Bassins à créer | Zone d'expansion du ruisseau |
| Front d'exploitation | Zone boisée | Phasage |
| Zone de stockage des stériles d'exploitation | Zone en friches | Phase 4 |
| Cote altimétrique (m NGF) | Cours d'eau DDT 81 | Phase 5 |

Sources : ©IGN Orthophotographie, DDT 81, BD Route 500

ANNEXE 2 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT

